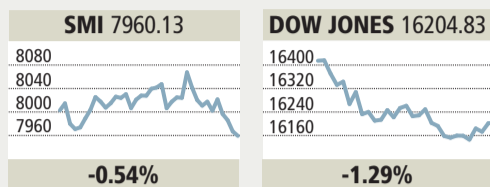


L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Au plus bas depuis 4 ans
**Réserves de devises
 de la Chine à des
 niveaux inédits** PAGE 23



SOLUTION DE PAIEMENT DE POSTFINANCE

Twint a convaincu Migros et Coop

PAGE 24

LE JAPON ET SES TAUX DIRECTEURS NÉGATIFS Effets rapides sur le long terme

PAGE 11

REDRESSEMENT DE BOBST À LAUSANNE-MEX Les analystes plutôt convaincus

PAGE 7

OUVERTURE DU PROCÈS CAHUZAC CE MATIN Probable report concernant Reyl

PAGE 5

LES PRIX À LA CONSOMMATION EN SUISSE Enfin la modernisation de l'indice

PAGE 8

VENTE DANS LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE La nécessité d'une certification

PAGE 24

DAVID CAMERON EN TOURNÉE EUROPÉENNE L'euro-scepticisme pragmatique

PAGE 21

PRODUITS STRUCTURÉS Le rendez-vous du lundi

PAGE 15

La diversification des services aux séniors



JOHANN FRAIN. Le créateur de La Boîte O Services à Aubonne propose depuis le début de l'année une combinaison de soins et de prestations de conciergerie.

En Suisse, des commentateurs s'accordent à dire que l'on va assister prochainement à un véritable «tsunami gris» (allusion très angloïde à la couleur des cheveux lorsqu'ils ne sont pas teints). En 2040, l'effectif des plus de 80 ans aura augmenté de... 120%. Il y a le vieillissement des baby boomers et l'espérance de vie qui s'allonge. Face à cette réalité, La boîte o services, basée à Aubonne, propose une offre globale pour un maintien à domicile des personnes âgées.

Des services classiques aux particuliers, du jardinage au bricolage en passant par le ménage, l'entreprise se diversifie dans le domaine de la santé et des soins à domicile.

Depuis cette année, elle a obtenu la certification d'organisation privée d'aide et de soins à domicile (OSAD) reconnue par le service de la santé publique du canton de Vaud. Le catalogue proposé aux séniors est complet. De soins de longue durée remboursés par l'assurance maladie aux prestations de maintien à domicile. Le canton de Vaud aide à cette diversification avec un subsides à hauteur de 25% de la facture globale remboursable.

Grâce à ce service plus global, l'entreprise prévoit un développement relativement rapide. Une vingtaine d'emplois devraient avoir été créés d'ici la fin de l'année. PAGE 5

Le wealth management suisse se prépare à travailler avec l'Iran

L'ère nouvelle laisse les grands opérateurs de côté faute de pouvoir oeuvrer en dollars. Belle occasion pour les autres.

SÉBASTIEN RUCHE

Des moyens, du temps, des nerfs. Voilà ce qu'il faut pour se lancer sur le marché bancaire iranien, dans la gestion privée en particulier. Le segment fait pourtant partie de ceux qui se sont ouverts avec la levée de certaines sanctions internationales. L'Iran suscite un vif intérêt dans de nombreuses banques suisses de gestion, et certaines sont sur le point de se lancer sur ce marché de 80 millions de résidents très demandeurs de services bancaires.

Un *country manual* vient d'ailleurs d'être publié sur les activités bancaires transfrontalières possibles avec l'Iran. On y décrit un pays plus libéral que la France ou l'Italie.

Avec les fortunes créées dans l'industrie ou la distribution (et celles qui bénéficieront de l'ouverture du pays), le marché iranien du private banking affiche un potentiel similaire à celui de l'Égypte ou de la Turquie. Les premiers mouvements vers ce marché se produiront cette année déjà.

On sait aussi que les grands

groupes bancaires comptent rester à l'écart de l'Iran, avec qui les transactions en dollars demeurent interdites. Les établissements de taille moyenne ont donc une opportunité rare.

Nos interlocuteurs à Genève recommandent d'éviter le modèle *suitcase banking* (débaucher des gestionnaires pour récupérer leurs clients). Certains sont sceptiques sur les chances de succès d'un schéma basé sur l'offshore, mais tous conseillent de s'associer avec des partenaires locaux. Propulser le gérant genevois ou zurichois d'origine iranienne à la tête de ce

marché semble aussi à éviter. Autre piste suggérée: proposer différents services bancaires, avec le *trade finance* comme l'incalculable porte d'entrée sur le marché. Pour servir des entreprises privées de capitaux pendant des décennies et des entrepreneurs culturellement très orientés sur le trading et la qualité du service.

L'une des principales questions à résoudre demeure l'endroit depuis lequel couvrir le marché iranien. Genève, Dubaï, la Turquie? Les opinions divergent sensiblement sur ce point. PAGE 3

Fusions-acquisitions: la Suisse s'écrase

Le recul a atteint près de 20% dans les petites et moyennes capitalisations l'an dernier. Perspectives positives pour 2016.

L'année dernière a été marquée par un montant total record de fusions et acquisitions à l'échelle du monde. Le nombre de transactions impliquant des entreprises suisses de taille moyenne a pourtant baissé de 19% (de 216 à 176) selon une étude de Deloitte à paraître aujourd'hui. Ce recul est en ligne avec celui observé dans d'autres segments. Deloitte conclut sans surprise à un effet franc: les entreprises suisses sont devenues plus chères.

Les *small et mid caps* continuent toutefois de représenter la grande majorité des opérations en Suisse. Le nombre de transactions *inbound*, soit l'acquisition d'une so-

ciété suisse par une étrangère, a chuté de plus de 40% l'an dernier. De leur côté, les transactions domestiques (impliquant la reprise d'une société suisse par une autre) s'inscrivent en légère baisse de 8%. Les transactions *outbound* (achat à l'étranger par un groupe suisse) sont en très léger recul, de 2% seulement. Et sur les 54 transactions de ce type, 18 ont concerné le secteur industriel. Parallèlement, les niveaux de valorisation atteints à la fin de l'année sont les plus élevés depuis 2008. L'année en cours devrait connaître un volume de transactions plus important dans le segment PME. PAGE 8

Gestion des risques au plus haut niveau

EDGE LAB. L'entreprise basée à Lausanne et Zurich collabore scientifiquement avec l'EPF de Lausanne.

Certains projets de l'accélérateur Fusion attirent les regards sur la place financière. C'est en particulier le cas d'EdgeLab. Créée en 2013, l'entreprise a obtenu ses premiers mandats l'an dernier. Avec des bureaux à Zurich et Lausanne, elle vient aussi d'en ouvrir un à Londres, à une adresse considérée comme l'épicentre des *fin-tech* européennes. Sa solution de gestion des risques surpasse apparemment ce qui est disponible sur le marché.

Ces modèles ont été développés avec l'aide de scientifiques de l'École polytechnique de Lausanne, qui analysent systématiquement plus d'un million d'ins-



CÉDRIC ULLMO (CO-CRÉATEUR). Antenne récente à Londres.

truments de placement. Un milliard de données externes par jour sont traitées et 500.000 facteurs de risques sont analysés, soit 300 fois plus que les modèles IT actuels. PAGE 4

ÉDITORIAL CHRISTIAN AFFOLTER

C'est la démographie qui écrase les taux

L'évolution démographique ne figure pratiquement jamais dans les perspectives s'investissements (page 11). Même pas dans les analyses macro. Elle est pourtant probablement déjà plus déterminante que bon nombre d'autres phénomènes qui y sont habituellement évoqués. Dans certains États développés, actifs et retraités se retrouveront à la parité en 2020 déjà. Le gain en importance des personnes âgées a certes quelques côtés positifs - le développement de solutions de logement offrant une étape intermédiaire entre l'indépendance et l'EMS avec un potentiel de rendement intéressant, ou l'investissement dans le secteur de la santé, l'un des seuls dont la croissance semble garantie. Rappelons-nous cependant la stratégie d'un fonds *life cycle*, très probablement appliquée de manière nettement plus large,

adaptant son allocation d'actifs à la période de vie des investisseurs. Sa part en actifs risqués diminue au fil des ans jusqu'à tomber à zéro, passant du mode accumulation à la préservation, suivie par la consommation du capital. Une proportion plus importante de la population se trouvant dans ces deux dernières phases est par conséquent défavorable aux actifs considérés comme risqués. A moins que la perception des risques ait fondamentalement changé dans l'intervalle. Ce qui n'est pas impossible, comme le montre la discussion actuelle entre la Grèce et le FMI sur la réforme de son système de retraite. Elle atteste que le danger que la charge croissante liée à ce dernier puisse amener un État vers la banqueroute est déjà bien réel. L'un des rares gestionnaires de renom ayant osé aborder cette thématique a mis en évi-

dence que d'autres, et pas des moindres, se trouvent aujourd'hui au moins en faillite virtuelle. La mise à rude épreuve des finances d'autres gouvernements par cette charge sans cesse en hausse n'est peut-être pas étrangère à la période de taux bas, qui n'a jamais été aussi généralisée pendant aussi longtemps, pour alléger un peu leur fardeau lié à la dette. Si cela se vérifie,

les taux ne remonteront peut-être jamais, ou en tout cas pas autant que par le passé, avec des conséquences importantes sur le rendement des emprunts souverains, pouvant aussi engendrer une nouvelle perception de leurs risques. L'évolution démographique pourrait imposer aux investisseurs tant en actions qu'en obligations de se montrer moins ambitieux. ■



FISCH»Asset Management

Fisch Asset Management AG
 Bellerive 241 | CH-8034 Zürich
 fam.ch | T +41 44 284 24 24



9 771421 948004 10006